

Vincent Veschambre

CARTA - UNIVERSITÉ D'ANGERS  
ESO - UMR 6590 CNRS

À travers les nombreux exemples d'appropriation abordés dans le cadre de ce séminaire<sup>1</sup>, nous avons rencontré une grande diversité d'objets, de signes, de constructions... inscrits dans l'espace ainsi revendiqué : poche d'acier à l'occasion de la fermeture de la SMN à Caen, signalétique arabe dans l'Alger indépendante, graffitis sur la frontière israélo-palestinienne, ou personnages de BD sur les murs d'Angoulême. Ces différentes inscriptions ponctuelles dans l'espace sont volontiers appelées « marquage » dans le langage courant, mais aussi, sans que cela soit vraiment défini, dans la littérature géographique et plus largement dans les sciences sociales. C'est ce processus de marquage que nous avons souhaité interroger, afin de mieux cerner *in fine* l'appropriation de l'espace proprement dite.

## MARQUAGE ET APPROPRIATION DE L'ESPACE

Afin de préciser cette relation entre marquage et appropriation, nous pouvons repartir des définitions proposées dans *Les Mots de la Géographie* « le marquage symbolique de l'espace est destiné à signaler une appropriation » (Brunet et alii, 1993, p. 193) ou dans le *Dictionnaire du logement et de l'habitat* « le marquage, par la disposition des objets ou les interventions sur l'espace habité, est l'aspect matériel le plus important de l'appropriation » (Segaud et alii, 2002, p. 28). Nous reprendrons à notre compte ce lien sémantique entre marquage et appropriation, mais en le renforçant : nous faisons l'hypothèse qu'il n'y a pas d'appropriation sans marquage de l'espace, que le marquage de l'espace accompagne toutes les formes d'appropriation, des plus symboliques aux plus matérielles et violentes. Un processus de colonisation par exemple ne peut faire l'économie de multiples formes de marquage, depuis la toponymie et la signalétique jusqu'à l'urbanisme en passant par la production architecturale : à Séoul, durant l'occupation japonaise, le palais du gouverneur a été construit en face du Palais de l'Est, de sorte d'é-

1- Cf. Annexe : intervenants et programme du séminaire « L'appropriation de l'espace » (2000-2003).

craser symboliquement l'ancien pouvoir (Hsia, 2001).

La nature de ce marquage est double : comme l'indique la définition *des Mots de la géographie* nous sommes dans la signification, dans la désignation, dans l'attribution d'un sens et nous nous situons donc du côté du symbolique, de l'idéal. Mais dans le même temps, le marquage représente toujours une action matérielle. Soit à travers la fabrication, la réutilisation (voire la destruction) de repères signifiants (bornes, barrières, pancartes, graffitis, sculptures, monuments...) qui s'inscrivent plus ou moins dans la durée et laissent une trace. Soit à travers la présence des corps et des signes dont ils sont porteurs (habits, pancartes...) lors d'événements récurrents (manifestations, défilés, fêtes...) ou exceptionnels, qui « marquent » les esprits et associent un lieu à des groupes sociaux ou à des institutions qui s'y mettent en scène. Dans le premier cas de figure, on pourrait parler de « marquage trace », et dans le second, de « marquage présence », ces deux formes d'actions matérielles n'étant d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre<sup>2</sup>.

Pour résumer cette double nature, à la fois symbolique et matérielle, du marquage de l'espace, nous pourrions parler de transformation de la configuration matérielle de l'espace, plus ou moins durable, à des fins significatives, symboliques, à savoir manifester l'appropriation d'un espace, ou pour le moins la revendication d'une telle appropriation. En d'autres termes, le marquage pourrait être défini comme la matérialisation d'une appropriation de l'espace ou comme le vecteur (matériel) de légitimation d'une appropriation de l'espace<sup>3</sup> Cette analyse du processus de marquage, devra être prolongée lors d'un prochain séminaire par la discussion des principaux termes utilisés pour caractériser cette matérialisation de l'appropriation, à savoir traces, marques et présence.

2- Je renvoie à ce propos à mon autre texte dans ce même numéro de *ESO*, "Mémoire de pauvreté et marquage de l'espace en centre-ville : le cas d'Angers".

3- Cette analyse du processus de marquage devra être prolongée lors d'un prochain séminaire par la discussion des principaux termes utilisés pour caractériser cette matérialisation de l'appropriation, à savoir traces, marques et présence.

Ce qui se joue dans le processus de marquage, c'est d'abord la visibilité, l'existence sociale des individus et des groupes.

### **MARQUAGE ET MATÉRIALISATION DES IDENTITÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES**

Le marquage représente tout d'abord une forme de la matérialisation de l'identité, à la fois individuelle et collective. L'analyse formulée par J.-P. Kaufmann à propos des objets, qui constituent le support de matérialisation d'une identité mouvante, peut être transposée à des échelles plus petites, et notamment à ce qu'il appelle « l'objet des objets » à savoir la maison (Kaufmann, 1997). Dans sa thèse sur l'expropriation, F. Cavallé a fort bien exprimé ce processus d'identification des individus à l'espace qu'ils marquent et s'approprient: l'individu projette ses goûts, ses valeurs, ses normes dans des configurations spatiales, dans des lieux, dans des édifices qui lui renvoient sa propre conscience d'exister. Ce qu'elle résume en écrivant que « notre identité sociale apparaît toujours en premier lieu dans et par l'espace » (Cavallé, 1999, p. 15).

À travers cette référence aux goûts, aux normes, nous sommes dans un balancement permanent entre l'individuel et le collectif. Les identités collectives se projettent, se matérialisent, se construisent et se reproduisent dans la dimension spatiale, à travers les différents marqueurs d'une appropriation de l'espace. Le monument, au sens de « ce qui fait se souvenir », vient immédiatement à l'esprit à propos de ce marquage identitaire de l'espace, que le souvenir renvoie à l'ensemble d'une société (monuments aux morts) ou soit clairement associé à l'une de ses composantes, comme l'a été le Mur des fédérés à propos de la classe ouvrière parisienne (Tartakowsky, 1998). Dans le manuel de géographie sociale, l'architecture est considérée comme l'un des attributs identitaires majeurs des groupes sociaux: « (l') architecture et (l') urbanisme reflètent dans le durable de la construction, des caractéristiques sociales de la population pour laquelle il a été construit » (Frémont, Chevalier, Hérin, Renard, 1984, p. 112). C'est la visibilité, l'existence sociale des groupes sociaux qui est en jeu à travers cette production de signes de reconnaissance et cette affirmation d'une légitimité dans un espace. Ce marquage identi-

taire est particulièrement évident dans le cas des élites sociales, qui ont toute latitude pour produire des espaces à leur image, comme l'a montré le couple Pinçon dans sa lecture de la mise en scène des « beaux quartiers » (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989). Ce qui est clairement résumé dans le manuel de géographie sociale: « les classes dominantes inscrivent dans la pierre et par l'architecture leur réussite économique et leur domination sociale et politique » (Frémont, Chevalier, Hérin, Renard, 1984, p. 112).

À travers cette évocation des classes dominantes, nous voyons bien que le marquage de l'espace constitue à la fois l'une des modalités d'affirmation et de reproduction des identités collectives, et la matérialisation de formes de pouvoir (ou de contre-pouvoir) sur l'espace, et donc l'affirmation de positions sociales.

### **MARQUAGE ET VIOLENCE SYMBOLIQUE**

De même que toute domination repose sur un travail symbolique de légitimation, toute forme d'appropriation de l'espace passe par la production (et/ou la destruction) de signes afin de rappeler quel est le pouvoir qui s'exprime et dans le même temps de le légitimer. Le marquage de l'espace correspond de ce point de vue à ce que l'on pourrait appeler dimension spatiale de la violence symbolique, dans le sens défini par Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1993).

Le marquage fonctionne comme violence symbolique lorsqu'il inscrit dans la durée l'affirmation de formes d'appropriation de l'espace, dont le caractère socialement arbitraire finit par ne plus être perçu, en évitant donc le recours permanent à la force pour imposer un pouvoir sur un espace donné. Les débuts du christianisme se sont caractérisés par la production de signes (poisson, puis croix) tout d'abord clandestins, puis ostensibles avec sa reconnaissance par les pouvoirs politiques: les hauts lieux des religions plus anciennes ont alors fait l'objet de marquages ciblés (processions, croix) visant à leur appropriation et à leur « recyclage » par la nouvelle religion légitime. Aujourd'hui, les signes publicitaires, qui se multiplient lors des « nouvelles fêtes traditionnelles » (Saint-Patrick, Halloween, Noël...) et envahissent notamment les centres-villes, manifestent l'emprise des marchands au sens large dans les espaces publics de nos sociétés libérales.

Cette problématique du marquage nous amène à être attentifs non seulement aux signes produits par les pouvoirs en place et les idéologies dominantes, mais également aux signes de contestation de ces formes de pouvoir. Les campagnes d'affichage politique, qui se situent souvent aux marges de la légalité et sont pratiquées essentiellement par les "petits" partis sont des moments privilégiés de contestation symbolique des forces politiques dominantes et d'affirmation de "territorialités électorales" (Veschambre, 1997). Les manifestations et leurs cortèges de signes éphémères (marquage-projection) ou plus durables (marquage trace) (Valognes, 2000) sont également des temps forts de la contestation des pouvoirs en place qui visent à l'appropriation identitaire de lieux (de rassemblements, de dispersions), de parcours (Bastille-Nation par exemple), pouvant être associés durablement dans les esprits à telles ou telles forces politiques (Tartakowsky, 1998). Certaines commémorations, certaines formes de patrimonialisation sont également l'occasion d'affirmer la présence et la mémoire de groupes sociaux dominés dans des espaces centraux et prestigieux : c'est le sens des itinéraires de l'esclavage (*slave trade trail*) mis en place à la demande de la communauté antillaise à Bristol (Chivallon, 2000) ou des commémorations d'ATD quart-monde à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère<sup>4</sup>.

Ces formes de marquages « contestataires » nous rappellent que les marquages « dominants » n'exercent pas de violence symbolique parfaite, au sens d'une violence qui ne serait perçue par personne. Généralement plus éphémères, ces formes de marquage nous révèlent combien l'appropriation identitaire de l'espace, et par là même, la visibilité sociale dans la dimension spatiale, sont l'objet de luttes symboliques, pour lesquelles les groupes sociaux sont inégalement armés.

## MARQUAGE DE L'ESPACE ET ARCHITECTURE

### La production architecturale

Dans un tel format de communication, il n'est pas possible de passer en revue toutes les formes de marquage de l'espace. Nous allons donc privilégier l'une d'entre elles, à savoir l'architecture. « L'archi-

4- Je renvoie à ce propos à mon autre texte dans ce même numéro d'ESO : « Mémoire de pauvreté et marquage de l'espace dans le centre-ville : le cas d'Angers ».

teecture donne à voir et à lire le social » (Frémont, Chevalier, Hérin, Renard, 1984, p. 116) : c'est ainsi que se conclut le chapitre « espace architectural » du manuel de géographie sociale. Il nous semble que cette piste de recherche a été quelque peu négligée au sein de notre collectif de recherche.

Contrairement aux formes plus modestes et plus éphémères de marquage (tags, affiches, rassemblements des corps...) le marquage architectural nous renvoie nettement du côté du pouvoir. Ce pouvoir qui se met en scène à travers des édifices de prestige : en France, les hôtels de région issus de la décentralisation en constitue la dernière génération. Ce pouvoir dont les acteurs, à toutes les époques, ont eu les moyens d'exprimer leur position sociale à travers des demeures privées. Ce pouvoir qui, bien souvent, est également le commanditaire des logements des classes populaires, cités ouvrières de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou cités HLM des années 1960 : ces constructions expriment alors le point de vue des architectes et des commanditaires sur ces classes sociales et sur l'organisation sociale en général.

### La patrimonialisation

Avec le marquage architectural, nous sommes du côté du pouvoir et ce qui va de pair, nous nous inscrivons dans la durée. Les classes dominantes accèdent ainsi à ce que M. Verret appelle le « conservatoire de l'espace », c'est-à-dire à une visibilité sociale dans la dimension spatiale (Verret, 1995). Ce temps (plus ou moins) long de l'architecture nous amène à distinguer le marquage initial (la production architecturale) qui laisse une trace, de sa réinterprétation/valorisation postérieure, la patrimonialisation, qui constitue elle aussi une forme de marquage et le support d'une appropriation de l'espace (Veschambre, 2000). Faire reconnaître un patrimoine consiste en effet à réinjecter du sens dans un édifice qui a généralement perdu ses fonctions d'origine et dont la désaffectation remet en cause la pérennité. Un nouveau marquage se produit alors, par l'association symbolique (marquage présence) entre l'édifice patrimonialisé et le groupe social qui l'a défendu, promu et investi (associations, élus...), par l'intervention matérielle (marquage trace) qui transforme généralement l'édifice suite à sa reconnaissance (réhabilitation). Cette patrimonialisation concerne pour l'essentiel des édifices produits par et

pour les élites sociales : le patrimoine urbain protégé<sup>5</sup>. Que l'on désigne officiellement en terme de monument historique est ainsi largement constitué d'hôtels particuliers et d'édifices civils, qui sont appropriés généralement par les élites d'aujourd'hui. Cependant, depuis une vingtaine d'années, des groupes sociaux constitutifs des classes moyennes ont suscité l'élargissement du champ patrimonial à des formes moins "nobles" (architecture rurale, industrielle, moderne...), ce qui leur a permis de se constituer un patrimoine (dont ils n'avaient pas hérité) et de marquer l'espace de leur empreinte.

Lorsqu'elle concerne ces formes architecturales construites par ou pour des populations dominées, la patrimonialisation représente un enjeu de mémoire, de réappropriation par des groupes qui se considèrent comme héritiers. Manifestations, discours, productions de traces (plaques commémoratives par exemple) peuvent représenter des formes de marquage légitimant une (ré) appropriation identitaire par des populations dominées, comme c'est le cas à Bristol ou dans la Doutre à Angers. À l'inverse, des héritages spécifiquement populaires peuvent être marqués et appropriés par des classes sociales aisées, comme c'est le cas dans le centre historique de Buenos-Aires où les salles de tango sont transformées en lofts (Grillo, Lacarrieu, 1999).

Après les formes successives de marquage, qui peuvent caractériser la « durée de vie » d'un édifice, il faut également prendre en compte ce qui clôt le cycle architectural, à savoir la démolition.

### **La démolition**

La démolition, qui fait l'actualité dans le contexte du renouvellement urbain, constitue l'envers du marquage de l'espace, en préalable bien souvent à une nouvelle construction et un nouveau marquage. La charge de violence symbolique de ce marquage "en creux" est particulièrement évidente. Si elles peuvent avoir une logique stratégique en temps de guerre ou une logique économique en temps de paix (éliminer un stock, réaliser une plus-value foncière, revaloriser un quartier...) les démolitions sont toujours pensées et vécues

5- Que l'on désigne officiellement en terme de monument historique.

comme la négation symbolique, métonymique (le contenant pour le contenu) de l'autre. C'est évident dans le cas de conflits armés : "toute entreprise de violence symbolique effectuée sur un espace à conquérir démarre par la modification, sinon l'effacement de ses paysages urbains et ruraux existants mais aussi de ses pratiques urbaines" (Bulle, 2000, p. 86).

Dans sa guerre contre les Palestiniens, l'État d'Israël associe aux violences meurtrières, des violences dont la symbolique de négation de l'autre est évidente : l'arrachage systématique des oliviers en est sans doute l'exemple le plus connu.

La décolonisation se marque parfois en retour par des démolitions à forte charge symbolique : c'est ainsi que le palais du gouverneur japonais de Séoul a été « décapité » avant d'être détruit, après la défaite de la puissance occupante (Hsia, 2001)

Evident dans des contextes conflictuels, ce type d'interprétation reste valable dans le cas des démolitions banales constitutives du renouvellement urbain. Même si les démolitions de logements insalubres peuvent correspondre à des objectifs politiques légitimes, il ne faut jamais perdre de vue la charge symbolique qu'elles représentent et les occasions qu'elles fournissent de produire de nouveaux espaces, avec de nouvelles règles du jeu, de nouvelles populations, de nouvelles formes d'appropriation, sans oublier les avantages économiques que cela représente pour un certain nombre d'acteurs. Le travail de Lévy-Vroelant sur les rénovations à Paris au cours du XX<sup>e</sup> siècle a bien montré la logique d'effacement des classes populaires du centre-ville et d'éviction vers les grands ensembles de la périphérie (Lévy-Vroelant, 1999). De nos jours, les démolitions de tours et de barres, dans les grands ensembles, sont bien souvent vécues comme une violence par les habitants, avec remise en cause identitaire et destructions des relations sociales.

### **Conclusion**

Ces pistes de réflexion sur le marquage de l'espace nous amènent à souligner l'importance du travail idéologique de légitimation des groupes sociaux dans la dimension spatiale. Ces luttes s'appuient sur la production de signes qui visent, avec des moyens très inégaux, à pérenniser et à légitimer une appropriation de l'espace. Cette capacité inégale à marquer l'espace peut être résumée par les temporalités, de l'éphémère

d'une occupation symbolique ou d'un affichage, au durable d'une construction architecturale de prestige. En tant que vecteur de légitimation, ce marquage de l'espace pourrait être considéré comme la dimension spatiale de la violence symbolique. Dans sa prise de conscience tardive de l'importance de la dimension spatiale, Pierre Bourdieu avait insisté sur l'intérêt de décrypter ce marquage symbolique, en l'inscrivant dans des rapports de pouvoir: "l'espace est un des lieux où le pouvoir s'affirme et s'exerce, et sans doute sous la forme la plus subtile, celle de la violence symbolique, comme violence inaperçue" (Bourdieu, 1993).

#### Bibliographie :

- Bourdieu Pierre, 1993, Effet de lieu, in Bourdieu Pierre (dir.), *La Misère du monde*, Seuil, Collection Points, Paris, pp. 249-262, 1 461 p.
- Brunet Roger et alii, 1992, *Les mots de la géographie*, La Documentation française, Paris, 470 p.
- Bulle Sylvaine 2002, Les villes palestiniennes entre passé colonial et avenir incertain, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 91, pp 83-91.
- Cavailhé Fabienne, 1999, *L'expérience de l'expropriation*, ADEF, Paris, 222 p.
- Chivallon Christine, 1999, Bristol et la mémoire de l'esclavage, *Annales de la recherche urbaine*, n° 85, pp. 100-110.
- Grillo Oscar, Lacarrieu Monica, 1999, San Telmo à Buenos Aires: une illusion urbaine à vendre? in Jérôme Monnet (dir.), *Ville et pouvoir en Amérique: les formes de l'autorité*, L'Harmattan, Paris, 189 p., pp. 153-176.
- Hsia Chu-Joe, 2001, *Taipei, Séoul: culture urbaine et transformations*, Communication au colloque Hanoï au miroir des métropoles asiatiques, IFA, Paris, 13 septembre 2001.
- Kaufmann Jean-Claude, 1997, *Le cœur à l'ouvrage*, Collection essais et recherches, Nathan, Paris, 238 p.
- Lévy-Vroélant Claire, 1999, *Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville*, Paris 1984-1960, Population, INED, pp. 707-727.
- Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, 1989, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, Paris, 255 p.
- Tartakowsky Danièle, 1998, *Le pouvoir est dans la rue: crises politiques et manifestations en France*, Aubier, collection historique, Paris, 296 p.
- Ségaud Marion, Brun Jacques, Driant Jean-Claude, 2002, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, A. Colin, Paris, 480 p.
- Valognes Stéphane, 2000, *Traces industrielles, violence ouvrière, formes urbaines*, Intervention au séminaire appropriation du 19 juin 2000.
- Verret Michel, 1995, *Chevilles ouvrières*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, coll. Mouvement social, Paris, 254 p.
- Veschambre Vincent, 1997, Affichage et territorialités électorales: les présidentielles 1995 à Angers, *Norois*, t. 44, n° 175, pp. 507-514.
- Veschambre Vincent, 2000, Patrimonialisation et enjeux politiques: les édifices Le Corbusier à Firminy, in Patrimoine et environnement: les territoires du conflit, 2000, *Norois*, n° 185, pp. 125-138.